



SOIF DE DÉBAT

Les Radicaux de gauche ne prétendent pas détenir toutes les réponses aux maux actuels. Ils sont animés de convictions fortes sur l'école, les services publics, la laïcité, le progrès social, la liberté d'entreprendre... mais ils restent conscients que toute idée doit se confronter à la réalité. Il est donc nécessaire qu'elle soit débattue et évaluée. C'est le sens des Rencontres Radicales.

Notre objectif : échanger avec tous les citoyens qui le souhaitent sur les sujets les plus divers avec l'aide de personnalités expertes.

Nous ferons de ces réunions des moments de convivialité. Elles se dérouleront dans des cafés, des bistrotts, des lieux publics partout dans le Beauvaisis, en ville comme en milieu rural car nous voulons porter le débat partout où il est nécessaire. Nous essaierons de remplir au mieux notre mission de formation politique en expliquant, écoutant, et apportant des solutions tangibles aux questions soulevées.

Si vous avez soif de débattre, envie de comprendre, les Radicaux de gauche du Beauvaisis, vous invitent à venir échanger librement avec eux à l'occasion des premières Rencontres Radicales.

A bientôt



Grégory NARZIS
Animateur des Radicaux de Gauche du Beauvaisis

RÉFORME DES COLLECTIVITÉS LOCALES

4 questions à Jean-Michel Baylet, Président du PRG, ancien Ministre des Collectivités Locales.

Pourquoi qualifiez-vous cette réforme de mensongère, de poujadiste et de démagogique ?

D'abord, cette réforme repose sur deux mensonges de Nicolas Sarkozy. Le premier affirme que la superposition des collectivités locales est une exception française. En réalité, on retrouve des niveaux équivalents de collectivités partout en Europe.

Le second attaque les financements croisés, accusés de multiplier les dépenses inutiles. Or, ce système permet à des collectivités de financer en commun des projets, impossibles à mener seuls. La situation devient grotesque car au moment où le gouvernement remet en cause les financements croisés, il supplie les collectivités partout en France de participer à des chantiers menés par l'Etat, faute d'argent. Ensuite cette réforme jette l'anathème sur les élus locaux. On explique qu'ils « coûtent trop chers ». Cet argument, le gouvernement l'utilise en boucle car il porte dans l'opinion. Seulement, il est inexact. Il faut savoir que les conseillers généraux et régionaux représentent respectivement 0,3% et 0,5% en moyenne des budgets de fonctionnement d'un Département et d'une Région.

Selon-vous quelles conséquences concrètes cette réforme aurait sur la vie quotidienne des Français ?

Avec la suppression de la taxe professionnelle, les collectivités locales vont manquer cruellement de ressources financières alors qu'elles représentent 73% des investissements publics. Je vous laisse imaginer l'impact désastreux que cette réforme produira sur

les entreprises, en particulier du BTP, et donc sur l'emploi.

Les associations seront également touchées car aujourd'hui la plupart d'entre elles sont soutenues par les collectivités.

Enfin, pour essayer de maintenir les services de proximité, les collectivités n'auront pas d'autres choix que d'augmenter fortement les impôts locaux.

Que pensez-vous de la création des conseillers territoriaux ?

Je suis contre. En premier lieu, les conseillers territoriaux seront élus sur des circonscriptions bien plus importantes que les cantons actuels. Ils deviendront alors des « petits députés », éloignés du terrain, qui favoriseront les zones les plus peuplées.

(suite en page 2)



Sommaire

- p.1 .Edito
- p.1,2 .Rencontre avec Jean-Michel Baylet
- p.2 .La réforme des collectivités locales
- p.3 .La santé en Picardie
- p.4 .Jeunes et précarité

RÉFORME DES COLLECTIVITÉS LOCALES

4 questions à Jean-Michel Baylet, Président du PRG, ancien Ministre des Collectivités Locales.



(suite de la page 1)

La création du conseiller territorial est donc une mauvaise nouvelle pour les habitants des campagnes, et plus largement pour l'aménagement du territoire. En second lieu, les conseillers territoriaux seraient élus au scrutin uninominal à un tour. Le candidat arrivé en tête, quelque soit son score, l'emporterait. C'est pour moi, une manipulation politique de la part de Nicolas Sarkozy. Par ce procédé, il empêche d'une part les petites formations politiques d'accéder aux assemblées locales, et d'autre part il espère reprendre à la gauche la majorité des régions et des départements.

Privilégiez-vous le statu quo ?

Je ne suis pas opposé à des évolutions mais j'estime que dans cette affaire le gouvernement fait tout à l'envers.

Quand on veut lancer une réforme aussi importante, la première initiative est de réunir autour d'une table tous les protagonistes pour définir de manière consensuelle les enjeux de la réforme. Ensuite, il aurait fallu ouvrir un débat sur l'utilité des compétences de chaque collectivité, et enfin parler

des ressources financières et de la fiscalité. Or Nicolas Sarkozy fait tout le contraire. Il commence par supprimer la taxe professionnelle qui représente en moyenne 47% des recettes des collectivités.

D'ailleurs, il est incapable de dire pour le moment comment il va compenser auprès des collectivités la disparition de la taxe professionnelle. Ceci n'est pas étonnant quand on sait que le déficit de l'Etat a dépassé les 140 milliards d'euros cette année.

Au-delà, en enlevant aux collectivités la capacité de fixer et de prélever l'impôt, le gouvernement porte atteinte à leur autonomie, un principe pourtant inscrit dans la Constitution. Vous comprenez pourquoi les Radicaux de gauche ne peuvent pas soutenir une réforme aussi mal préparée, aussi néfaste pour l'avenir du pays.



LA RÉFORME: les grandes lignes du projet.

Les conseillers territoriaux remplaceront les conseillers généraux et régionaux. Ils seront élus sur des grands cantons (les actuels disparaîtront) par un scrutin uninominal à un tour, tandis que 20% des sièges seront attribués à la proportionnelle.

Les compétences seront clarifiées. Sauf « exceptions » (sic), Nicolas Sarkozy affirme qu'une collectivité ne doit pas « intervenir sur le domaine d'une autre collectivité ». Une loi viendra préciser les contours de ces compétences. Les compétences générales seront réservées à l'Etat et aux communes.

Les structures intercommunales connaîtront une réduction et une rationalisation. Nicolas Sarkozy souhaite la fusion des communes via des incitations financières. Il a également confirmé le changement de mode de scrutin pour les communes de plus de 500 habitants (liste proportionnelle et paritaire).

La taxe professionnelle (TP) sera supprimée. En revanche Nicolas Sarkozy n'a pas confirmé les modalités de compensations financières pour les collectivités locales dont la TP représente en moyenne 47% des recettes.

Des grandes métropoles seront créées « sur le principe du volontariat ».

RENDEZ-VOUS PUBLIC

RÉFORME DES COLLECTIVITÉS LOCALES: vers moins de démocratie, moins de services et plus d'impôts?

Rencontre avec Patrick Molinoz, Président de l'Association nationale des élus de la gauche radicale et républicaine.

Mardi 15 décembre 2009, 18H00

Café de la Paix, Place Jeanne Hachette, Beauvais.



RENDEZ-VOUS PUBLIC



LA SANTÉ EN PICARDIE: enjeux et perspectives

Rencontre avec Guillaume Bonnet, Maire-adjoint PRG d'Amiens chargé de la santé.

Mardi 12 janvier 2010, 19H00

Café Le Convivial, 9 rue Frédéric Petit, Grandvilliers

tribune

LA SANTÉ EN PICARDIE: enjeux et perspectives

Guillaume Bonnet, Maire-adjoint d'Amiens chargé de la santé

Même si des efforts ont été réalisés certains indicateurs de santé restent préoccupants dans notre région. En Picardie, un décès sur quatre intervient avant l'âge de 65 ans. Parmi les

22 régions métropolitaines, la Picardie occupe la seconde place dans le classement des plus fortes mortalités, juste derrière le Nord-Pas-de-Calais. Les problèmes sanitaires persistent comme en témoigne la proportion de décès « prématurés » plus élevée que la moyenne métropolitaine (+ 16%). Compte-tenu des problèmes de santé rencontrés par les Picards ; l'offre de soins n'apparaît pas satisfaisante. En effet, les densités en médecins libéraux et en spécialistes sont les plus faibles de France métropolitaine. L'intervention de l'Etat et des collectivités locales s'avère plus que jamais nécessaire afin de pouvoir inverser cette tendance.

Face à ce constat, on peut se poser les questions suivantes :

-Comment répondre de façon innovante aux besoins de santé des Picards ?



-Face aux difficultés d'accès aux soins et à la prévention, comment les politiques publiques de santé peuvent éviter les déserts médicaux et enrayer la surmortalité ?

-Sachant qu'un décès prématuré sur deux est considéré comme « évitable », quelles sont les actions à mettre en œuvre pour agir sur les facteurs

de risques individuels et pour assurer une meilleure prise en charge des Picards ?

-Face aux manques de professionnels de santé et aux évolutions des pratiques médicales, comment optimiser les parcours de santé et l'offre de soins ?

En réponses, les Radicaux de gauche proposent un accès à la santé pour tous qui intègre un volet prévention. Nous voulons inciter également les professionnels de santé à s'installer dans les régions défavorisées comme la nôtre, par des dispositifs d'aides et de rémunérations adaptés.

Enfin, nous souhaitons la création de centres de santé pluridisciplinaires de proximité dans tous les territoires picards. Ils permettraient de regrouper et faire travailler en cohérence, des professionnels de santé susceptibles de mener des actions de prévention, des activités de soins médicaux et paramédicaux, ainsi que médico-sociaux.

3

PLUS D'INFO SUR www.prgbeauvaisis.org

ÊTRE RADICAL DE GAUCHE, C'EST...

- Maintenir les services publics de proximité
- Promouvoir une économie sociale de marché
- Introduire la démocratie au sein de l'entreprise et favoriser l'emploi durable
- Faire de la fiscalité un outil de justice sociale
- Placer la laïcité au cœur du pacte républicain
- Défendre l'égalité des chances en soutenant l'école publique
- Développer les libertés individuelles

JEUNESSE ET PRÉCARITÉ

4 questions à Olivier Maillebauu, Président national des Jeunes Radicaux de Gauche (JRG)

Quelle est la situation de la jeunesse aujourd'hui ?

Les jeunes sont les plus exposés face à la crise. Difficultés pour se loger, se soigner ou étudier, la liste est longue.

Il faut agir face à ces trop nombreuses souffrances.

Le premier élément qui frappe, c'est le taux de chômage. Depuis un an, le chômage des moins de 25 ans a augmenté de 30 % pour dépasser 23 % de la population active. C'est inacceptable !

A cela, il faut ajouter qu'un tiers des 18-30 ans est confronté à des problèmes de logements, en raison du niveau des loyers ou de l'impossibilité à accéder à un bail.

Les mesures proposées par le Gouvernement sont-elles suffisantes ?

Restons sérieux. Les suppressions de postes dans l'Education nationale vous semblent-elles à la hauteur ?

Proposer l'extension du RSA aux jeunes ne peut suffire, surtout sans financement. De plus, aucune initiative de poids n'est prise en direction des jeunes placés en dehors du système

scolaire et de la vie active. Le RSA ne concernera que 160 000 jeunes, parmi les plus insérés. Que propose-t-on aux 8 millions d'autres 16-25 ans ?

Que proposent les JRG ?

Il y a urgence. Plus de 20 % des jeunes vivent en-dessous du seuil de pauvreté.

Nous soutenons la création d'une allocation autonomie jeunesse permettant à tout jeune de moins de 25 ans d'acquies un minimum de droits, de biens et de services, en contrepartie de la poursuite d'études, d'une formation, ou de l'exercice d'une fonction publique spécifique.

Nous défendons la création d'un service public de suivi individualisé des jeunes sortant du système éducatif sans qualification, la revalorisation de l'intérêt et de la gratification des stages ou encore la mise en place d'une mutuelle jeunesse généralisée.

Concernant le logement, nous proposons un statut juridique de la colocation, un système de cautionnement de l'Etat pour les étudiants et les ly-

céens, et un plan d'urgence de création de logements étudiants intégrant des contraintes environnementales et sociales. De plus, nous défendons l'insertion des étudiants dans la vie de la cité à travers la promotion du loge-



ment intergénérationnel.

Enfin, il faut revaloriser les instances représentatives comme le Conseil National de la Jeunesse.

Et le service civique volontaire ?

Une réelle avancée. Nous allons plus loin en défendant un service civique obligatoire ! Nous estimons qu'il s'agit d'un outil ambitieux de mixité sociale, culturelle et d'apprentissage du vivre ensemble.

4

RENDEZ-VOUS PUBLIC

JEUNES: une génération face à la précarité

Olivier Maillebauu, Président national des Jeunes Radicaux de Gauche

Judi 4 février 2010, 18H30

Café de la Paix, Place Jeanne Hachette, Beauvais.

